La mobilisation paie !

mercredi 16 octobre 2024, par CGT educ'action

Ce mardi 1er octobre, à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires et des organisations de jeunesse, ce sont plus de 170 000 personnes qui ont défilé dans 190 villes de France pour exiger des augmentations de salaire et de pension, l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, l'abrogation de la réforme des retraites et le financement de nos services publics.

De nombreux débrayages ont eu lieu dans les Ehpad, les hôpitaux, les services, l'industrie comme à Vencorex (Isère) et des milliers d'écoles ont vu leur fonctionnement perturbé par la grève. À l'appel de la FERPA, les retraité·es étaient largement mobilisé·es.

Gouvernement et patronat contraints à de premiers reculs

La mobilisation a forcé le Premier ministre à reconnaitre l'échec de la politique économique sociale et environnementale d'Emmanuel Macron et à annoncer :

- **l'augmentation du Smic de 2%, au 1er novembre**, et la remise en cause d'une partie des exonérations de cotisations sociales en reconnaissant qu'elles représentent des trappes à bas salaire. La CGT demande qu'une **nouvelle augmentation du Smic** ait lieu **en janvier** et qu'elle soit suivie d'une **augmentation du point d'indice dans la fonction publique** et de l'**augmentation de l'ensemble des salaires** dans le privé ;
- **l'enterrement de la violente réforme de l'assurance chômage** et la relance d'une négociation. C'est une grande **victoire intersyndicale** qui va éviter à 1 million de privé·es d'emploi de tomber dans l'extrême précarité ;
- **l'abandon du projet de réforme constitutionnelle de la Nouvelle Calédonie** alors que l'acharnement du président de la République a ruiné l'économie du territoire et causé 13 morts.

Le Premier ministre a également effectué un **recadrage salutaire de son ministre de l'Intérieur**

en rappelant son attachement à l'État de droit et son intransigeance face au racisme et à l'antisémitisme. Cela doit maintenant se traduire en actes concrets pour faire reculer l'Extrême droite et ses idées.

Un changement de méthode démocratique qui doit commencer par les retraites

Le Premier ministre a annoncé son souhait de redonner la main au parlement, aux acteurs sociaux et aux citoyen·nes. Il doit donc s'engager à **respecter le vote des députés qui sont une majorité à être favorables à l'abrogation de la réforme des retraites**.

L'ouverture d'un chantier pour « corriger la réforme des retraites » constitue, après 18 mois de déni et de passage en force présidentiel, une première reconnaissance de la violence de cette réforme. **La CGT appelle le Premier ministre à abroger la réforme et à organiser une conférence de financement de nos retraites**.

Services publics : la mobilisation s'impose contre l'austérité

Sur l'essentiel et notamment sur le futur budget, le discours du Premier ministre est resté très flou. La priorité annoncée pour l'école, la santé et la petite enfance **doit se traduire par un investissement budgétaire massif**.

Sur ce point, le Premier ministre n'a pris aucun engagement. Pire, il a dénoncé le niveau de la dépense publique.

La vigilance et la mobilisation s'imposent pour empêcher une violente politique d'austérité.

La grave paupérisation de nos hôpitaux, de nos écoles et de nos infrastructures impose **un plan de financement ambitieux**, pour répondre aux enjeux d'avenir, au défi environnemental, au vieillissement de la population et au désenclavement de nos territoires.

De même, en matière d'industrie où, alors que la CGT lui a remis la liste des 170 plans de licenciements détruisant 100 000 emplois, **le Premier ministre n'a fait aucune annonce concrète**. Rien non plus sur la nécessaire augmentation des pensions des retraité·es.

La CGT appelle les salarié·es et les retraité·es à continuer à **multiplier les luttes** pour garder la main et gagner :

- l'augmentation des salaires et des pensions,
- l'abrogation de la réforme des retraites,
- le financement de nos services publics,
- la relance de notre industrie.

Retrouvez l'article original sur notre site confédéral, ici !